



Vu le Code de l'environnement, Titre 1^{er} du Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 susvisée,

Vu le décret n° 53.577 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées,

Vu le décret n° 2001-899 du 1^{er} octobre 2001 supprimant l'obligation de certifier conforme les documents administratifs,

Vu les arrêtés préfectoraux d'autorisation délivrés les 18 janvier 1999, 26 janvier 2000, 5 février 2001 et 12 février 2002 à la Société ISOROY CASTELJALOUX SAS pour l'exploitation d'une usine de travail du bois sise route de Cocumont sur le territoire de la commune de CASTELJALOUX,

Vu le courrier du 9 septembre 2008 par lequel la STEICO CASTELJALOUX SAS déclare avoir repris les activités précédemment exercées par la Société ISOROY CASTELJALOUX SAS sur le territoire de la commune de CASTELJALOUX,

DONNE RECEPISSE :

à la STEICO CASTELJALOUX SAS au terme de laquelle celle-ci déclare avoir repris les activités de travail du bois précédemment exercées par la Société ISOROY CASTELJALOUX SAS sise route de Cocumont sur le territoire de la commune de CASTELJALOUX.

LUI RAPPELLE :

Les dispositions ci-après prévues par la loi et le décret susvisés :

- toute extension, tout transfert sur un autre emplacement ou toute modification apportée par l'exploitant à une installation classée, dans son mode d'exploitation ou dans son voisinage, doit faire l'objet du dépôt d'un nouveau dossier.

DRIRE
Pour information

- tout accident ou tout incident survenu du fait du fonctionnement de l'établissement, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 (c'est-à-dire : la commodité du voisinage, la santé, la salubrité et la sécurité publiques, l'agriculture, la protection de l'environnement ou la conservation des sites et des monuments), doit être déclaré sans délai à l'inspection des installations classées.
- le changement d'exploitant d'une installation classée doit être déclaré au préfet, par le nouvel exploitant, dans le mois qui suit la prise en charge de l'installation.
- en cas de cessation d'activité, l'exploitant devra remettre le site sur lequel elle s'exerçait dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

Agen, le 13 OCT. 2008

Pour le Préfet,
La Directrice,



Simone AVRIL-PETIT